

RECENSIONS

Bên Abdallah Chadly: *Tunis Ragabouche. Au pas, mes souvenirs, au pas...*, Tunis, Serviced, 1996, 125 p. relié sous toile, 21x31cm, ill.

Personne n'est plus là pour redonner vie à ces souvenirs! Leur auteur est mort le vendredi 21 mars dernier, nous laissant cet ouvrage comme un testament. Et, comme des héritiers découvrant avec surprise les richesses accumulées au cours d'une longue vie, dans sa maison, par celui qui les a quittés, nous parcourons, pièce après pièce, page après page, "toute l'ambiance d'un temps dépassé"(p. 21). Nul ne s'étonnera donc que, dans sa Préface, Azzedine Guellouz parle de "nostalgie". Mais cette tristesse est nuancée "d'émerveillement, d'envoûtement, de délices, de séduction. Le but de l'A. n'est pas de décrire de façon réaliste "le beau Tunis de ses vingt ans"(p. 29), mais il ne veut, nous dit-il dans son Avant-propos, que "brosser par touches légères, mais colorées l'ambiance où j'avais vécu...exprimer de façon plus ou moins subjective les sentiments que j'ai éprouvés". Malheureusement, nous dit-il encore: "De tout cela il ne reste aujourd'hui / Qu'une lancinante et secrète mélodie / Ravivant soupir et nostalgie", car "Du vieux Tunis des becs de gaz / Des rues pavées et des bornes fontaines... la modernisation a fait disparaître l'originalité et le charme qui sont l'apanage des cités orientales"(p. 16, 17).

Tous ces souvenirs prennent forme et corps dans des vers libres qu l'A. sème sur des pages d'un beau papier ivoire et qu'il accompagne, généralement sur la page de gauche, de reproductions d'estampes ou de cartes postales qui les concrétisent. Quelques autres illustrations donnent une touche de couleur, aquarelles ou dessins, tels ceux de Abdelaziz Gorgi dont le sujet s'accorde avec les souvenirs évoqués, mais dont le graphisme fait preuve d'une modernité qui dit la jeunesse d'esprit du conteur. Chaque poème se détache sur un fond, illustré en demi-teinte, presque en filigrane, de gravures d'époque dont les personnages paraissent émerger d'un certain brouillard et qui suggèrent merveilleusement, par cette impression de flou, le monde des souvenirs que nous livre l'auteur.

Sans vouloir ni pouvoir faire mention de tous et de chacun, nous signalerons la rencontre au fil des pages de certaines figures pittoresques d'antan, ou de lieux chers à la mémoire de tout Tunisois: Halfaouine, Bab Souika et les réjouissances populaires dont elles furent le théâtre, la Médina et les souks avec ceux, petits et grands, qui y vivent, leur donnent vie marchands, "Patientes" ou "gagne-petits", jusqu'à des lieux hauts en couleurs tels "la Taverne au Marsala" ou "Madagascar".

"Ce panégyrique sera probablement du goût des personnes d'âge parce qu'il ravivera en elles leurs propres souvenirs. Mais aura-t-il l'heur de plaire aux jeunes qui n'ont pas connu le "climat" évoqué?" L'A. espère tout de même que son témoignage sera entendu car pour lui "l'authenticité d'un peuple est, en effet, tributaire de sa fidélité à ses racines"(Avant-propos).

Deux pages de notes aideront ceux qui ne sont pas familiers des termes et des lieux à s'y retrouver. Elles sont réunies en fin de volume. Ce qui, pour un livre savant, serait un inconvénient, devient ici un avantage, rien ne venant déparer la belle ordonnance des pages.

Charles MAYAUD

MICHEL Nicolas: Une économie de subsistances. Le Maroc précolonial, Le Caire, Institut Français d'Archéologie Orientale, 1997, 750 p.

Un indice du sérieux de cette étude, je le trouverais dans les abondantes annexes qui closent le Tome 2 (p.606-742): Bonnes et mauvaises années (50p.), Biens déclarés au *tertib* de 1901 à 1903 avec le tableau des prix de l'orge et du blé (5p.), Bibliographie (38p.), qui se reflète dans les abondantes notes au bas de chaque page de l'ouvrage, Index des noms propres (20p.)... etc. Y a-t-il un document, une source touchant l'un ou l'autre domaine de son sujet que l'auteur n'ait pas consulté ?

Et pourtant il ne prétend pas être exhaustif sur le Maghreb précolonial et sait bien préciser son sujet: "Réintégrer l'économie de subsistances dans l'évolution ultérieure et dans le champ historique du Maroc précolonial... reconstituer les raisonnements et les valeurs qui guidaient l'effort humain dans la production, puis l'usage, y compris sous forme d'échange, des denrées alimentaires essentielles..."(p.6). Le terrain de cette analyse est, lui aussi, bien délimité dans l'espace et le temps: il s'agit du Maroc, et du Maroc précolonial, dans sa composante rurale, qui, nous dit l'A., "m'a paru présenter, sur les points fondamentaux de son économie et de sa société, une unité remarquable qui ne contredit pas la multiplicité des nuances locales: la société était partout tribale... les cultures et l'élevage étaient partout combinés... la spéculation était des plus rares dans les campagnes"(p.8).

L'A. se limitera donc aux questions relatives à la production et diffusion des substances, faisant abstraction de toute théorie économique ou politique, de toute référence religieuse (islam et *chari'a*), et ne faisant que peu d'allusions à l'histoire événementielle. L'important, pour lui, est de dégager "les facteurs et les signes d'une dynamique, les choix devant lesquels étaient placés les paysans et les raisonnements qu'ils faisaient pour les résoudre"(p.22).

La 1ère partie (p.61-235) est consacrée à l'étude de "L'Economie agro-pastorale". Celle-ci repose sur une agriculture toujours pressée par la concurrence et aux résultats faibles et aléatoires. Cultures et élevage ne sont ni clairement dissociés, ni intimement associés, mais répondent à des priorités de subsistance, par exemple, l'orge et le blé pour les bêtes de trait. Ce système agro-pastoral comporte des enjeux sociaux complexes; les impératifs économiques se manifestent à plusieurs niveaux de la structure sociale dans un entremêlement d'interdépendances.

La 2ème partie (p. 237-406) décrit la place de l'individu dans l'économie rurale. Celui-ci évolue dans une société tribale, plutôt hétérogène, aux comportements multiples, commandés par l'histoire, les traditions et la variété écologique. L'étude fait ressortir, malgré cela, l'unité profonde des campagnes marocaines. Partout jouent la cohésion du groupe et l'équilibre entre le sentiment d'identité et la nécessité de maintenir la force économique. La satisfaction des besoins essentiels demeure l'idéal et oppose une certaine résistance à la constitution des grandes propriétés. La sécurité est recherchée plutôt dans le recours à des puissances extérieures (saints, personnalités, lignages puissants) par le truchement d'associations multiples. L'économie paysanne reste pourtant en dépendance de la production, de la circulation des biens grâce aux échanges locaux ou régionaux, des ponctions opérées par le Maghzen et des besoins des citadins.

La 3ème partie (p. 409-587) étudie "le commerce des substances et les problèmes de l'approvisionnement". Le Maghzen y tient une place importante en tant que consommateur et que détenteur des réserves. Dans une économie de pénurie chronique et d'insuffisance globale de la production agricole, il est plus régulateur du marché qu'organisateur de la production. Les moyens de sa politique sont: le maintien de la sécurité alimentaire dans les villes, et donc de l'ordre, la démonstration de sa *baraka* et le renouvellement de son prestige.

La physionomie qui se dégage de ces pages est celle d'un pays constitué par de multiples liens associatifs (participation à la production, partage des risques et des récoltes) constitués autour des biens produits, sans qu'intervienne -ou dans une mesure minime- les échanges monétaires. La cohésion de l'ensemble est assurée par l'échange de services, de travail et de produits. Ces échanges non-marchands, dont les grains forment le support privilégié, sont conçus pour compenser l'insuffisant accès du plus grand nombre à ceux-ci. Le plus solide ciment de cette société est la hantise de manquer, et l'égalité idéale ne s'accommode des inégalités que parce que celles-ci s'exercent surtout vers le bas.

Cette étude fait ressortir l'originalité du Maroc par rapport, par exemple, à la Tunisie, et, encore davantage au Proche Orient ottoman. L'A. reconnaît le caractère partiel de sa recherche qui serait à poursuivre en direction des *habous*, des *zaouias* et des grands domaines, et demanderait une meilleure connaissance de l'économie rurale basée sur l'artisanat et les échanges locaux avec acquisition de numéraire.

On ne peut que mentionner, sans s'y attarder, la multiplicité et la précision des analyses, avec la mention du vocabulaire arabe ou berbère et les nuances ou corrections apportées à certaines données fournies par d'autres sources. Le tout suppose un immense travail de consultation et de vérification sur le terrain dont on ne peut que féliciter l'auteur.

Ch. M.

NASRAOUI Mustapha: La représentation de la pauvreté dans la société tunisienne, Paris, L'Harmattan, 1996, 229 p.

Le mot à retenir, dans le titre de cet ouvrage, est "représentation", car l'A. étudie la pauvreté, non en elle-même, en tant que réalité économique et sociale, mais comme elle est perçue par ceux qui en souffrent ou la côtoient et telle qu'elle transparaît à travers leurs attitudes et leurs réactions. Dans une préface très louangeuse, le Prof. Carnel Camilleri souligne que l'A. est le premier à opérer, grâce à de nombreuses études de terrain, cette analyse de psychologie scientifique visant à cerner au plus près les images que se font les diverses catégories de Tunisiens de cette réalité sociale. Il en résulte la prise de conscience que, en Tunisie, la pauvreté constitue une "intéressante et incontestable sous-culture"(p. 8). "On est ainsi en présence d'un ensemble où la faiblesse économique se dissocie de l'exclusion, dans le cadre d'une culture qui paraît comme organiquement attentive à la dimension générale de la précarité"(ibid.). Dès la première page de son introduction, l'A., dans son approche de la pauvreté à travers le vocabulaire, met celle-ci en relation avec Dieu: "Dieu est riche, mais vous êtes pauvres"(Coran 48, 38), relation qu'il soulignera plus loin, en citant

encore le Coran: "C'est nous qui répartissons entre eux, ici-bas, les moyens d'existence et avons élevé les uns au-dessus des autres afin qu'ils puissent se rendre mutuellement service"(43, 32)(p. 89). La conscience de cette volonté de Dieu est probablement une des explications les plus importantes de l'absence de fracture sociale constatée par l'A. dans la société arabo-musulmane tunisienne: "La pauvreté est une nécessité sociale (p. 16). C'est un fait ni scandaleux ni indigne d'une société juste. On pourrait presque dire que c'est une nécessité "religieuse". Après un rapide survol de diverses conceptions relatives à la pauvreté, à travers les âges, ... "fonds complexe d'attitudes, d'idées contradictoires ou complémentaires, d'une portée relative ou absolue"(p. 19), force est à l'A. de constater "qu'il y a actuellement (en Tunisie) un vide scientifique sur le sujet... Les pauvres ne sont pas seulement les oubliés de l'histoire, mais sont aussi les oubliés des sciences sociales". Après donc quelques pages de méthodologie (Ière partie, p. 28-30), l'A. se livre à une étude préliminaire sur les "conditions naturelles" (parmi lesquelles la pluviométrie), et "culturelles" (régime économique, accès à la propriété, transactions et idéal de pauvreté) sur lesquelles il se base pour établir les "critères de pauvreté" (IIème partie, p. 33-61). Il peut alors aborder les "représentations que se font (de la pauvreté) les Tunisiens, dans divers groupes sociaux": état de la pauvreté, statut du pauvre, réactions face à la pauvreté et jugement porté sur le pauvre (IIIème partie, p. 65-126). Enfin, il décrit le pauvre tel que celui-ci réagit lui-même, comme classe sociale, en face de sa pauvreté, devant le travail et vis-à-vis des services publics (IVème partie, p. 123-207). En conclusion, selon l'A., "en Tunisie, la pauvreté a sa place institutionnelle dans la structure sociale et culturelle de la société"(p. 209), situation commandée, entre autres, par le "rejet de tout égalitarisme dans l'islam" ... "fait naturel, mais état ni définitif ni irréversible". C'est une "sous-culture" qui participe à la culture générale du pays, mais avec ses particularités: fatalisme, superstitions, saints et marabouts, proverbes et dictons..., une vie sociale intense qui se manifeste parfois par des mouvements imprévisibles, mais sans projet révolutionnaire. Le travail est considéré en premier lieu comme moyen de subsistance que l'on abandonne sans regret si cette dernière peut être assurée de par ailleurs, par l'assistance de l'Etat, craint mais exploité. La marginalité ainsi constatée n'est ni ségrégation ni déviance. Elle est celle "d'individus qui partagent l'idéal de vie de leur société, même s'ils ont de la peine à s'y intégrer"(p. 215). On peut dire des pauvres en Tunisie qu'ils vivent "aux marches" de la société sans pourtant être "en marge" de celle-ci. Il reste à souhaiter que cette passionnante étude aide les classes les plus favorisées à prendre conscience d'une situation qui, si elle n'est pas la leur, demande néanmoins leur concours pour que l'ascension économique et sociale soit facilitée à ceux qui, jusqu'ici, ont été davantage les spectateurs que les bénéficiaires du développement du pays.

Ch. M.

PINNA Margherita: *Il Mediterraneo e la Sardegna nella cartografia musulmana (dall'VIII al XVI secolo)*, Nuoro (Italie), Istituto Sup. Regionale Etnografico, 1996, 2 vol. 209 et 276 p.

Cet ouvrage est l'aboutissement de longues et patientes recherches. Lorsqu'en 1982, l'Istituto Superiore Etnografico de la Sardaigne confiait à l'A. le soin de mener une enquête sur les sources géographiques arabes qui, tout au long du Moyen Age, ont traité de cette île, les commanditaires ne soupçonnaient probablement pas la somme de travail que supposait leur initiative. Très vite, il fut décidé d'orienter les recherches vers la cartographie, une piste qui devait se révéler fort heureuse par le nombre et la valeur des documents existants et dont la plupart demeurent inédits.

L'A. a su éviter un premier écueil qui aurait été de limiter son enquête à la seule Sardaigne. Ce faisant, on risquait en effet de commettre une erreur de perspective en donnant à penser que cette île ait suscité un intérêt particulier chez les géographes et cartographes orientaux; ce qui n'est manifestement pas le cas, à la différence par exemple de la Sicile. Une autre difficulté touchait aux sources elles-mêmes et à leur exploitation. Compte tenu de la formation et du développement de la géographie et de la cartographie dans le monde musulman, il s'est avéré nécessaire de ne pas s'en tenir aux documents rédigés en arabe, mais d'interroger aussi les ouvrages en persan et en turc. Enfin, à l'intention des lecteurs peu familiers de la science géographique chez les musulmans, l'A. a jugé utile d'en rappeler les origines, les méthodes et les schèmes principaux, en privilégiant ce qui, dans les sources, a trait aux mers en général et à la Méditerranée occidentale en particulier.

Les résultats de cette enquête sont donc consignés dans un ouvrage en deux volumes. Le premier traite de la Méditerranée dans la cartographie musulmane du VIIIème au XVIème siècle. Après une brève présentation des sources géographiques, l'essentiel de ce volume est consacré à l'étude des deux grandes écoles de cartographie, celle qui, dès la seconde moitié du VIIIème siècle, a recueilli une partie de l'héritage grec, en premier lieu celui de Ptolémée, et celle qui, un demi-siècle plus tard, naîtra dans les territoires de langue et de culture persanes. L'une et l'autre se développeront en parallèle, chacune suivant son optique propre et ses présupposés. Le dernier chapitre traite de la cartographie nautique qui, à partir du XIVème siècle, va connaître un remarquable développement, l'apport des Ottomans dans ce domaine étant, comme on sait, de première importance.

Cette section met à profit un large éventail d'études dont la liste est consignée dans la Bibliographie (pp. 195-206). Son intérêt ne réside pas tellement dans l'exposé lui-même, qui reprend les schémas classiques, tels qu'on les trouve, entre autres, dans les articles de l'*Encyclopédie de l'Islam*, 2ème éd.: "Djughrâfiyâ" (II, 590-605: Fr. Taeschner) et "Kharîta" (IV, 1109-14: S. Maqbul Ahmad). (A ce sujet, il convient de signaler la brève mais excellente synthèse sur le développement des connaissances géographiques des musulmans, dans la Préface du Prof. R. Rubinacci, pp. XIII-XVI). Par contre, nous trouvons là une riche iconographie où figurent par dizaines des reproductions de cartes et portulans extraits des sources.

Le second volume s'intitule *La Sardegna nella cartografia musulmana* (La Sardaigne dans la cartographie musulmane), et il est divisé en deux parties: les cartes arabes et persanes, les cartes turques. Chaque géographe-cartographe fait d'abord

RECENSIONS

l'objet d'une présentation à caractère biographique et l'on passe ensuite à l'examen des cartes contenues dans les divers manuscrits de son œuvre, avec confrontation des variantes dans les toponymes. Enfin, une abondante bibliographie clot chacune de ces études. La partie arabo-persane présente successivement al-Khuwārizmī, Ibn Hawqal, al-Idrīsī, Ibn Sa'īd, l'auteur anonyme du premier portulan en arabe, Hāfiz-i Abrū et 'Alī al-Sharī de Sfax. Quant à la partie turque, elle explore le *Kitāb-i Bahriyye*, l'ouvrage magistral du navigateur ottoman du XVI^{ème} siècle, Piri Re'īs.

Il va sans dire que l'intérêt de cette excellente étude dépasse largement les limites de la Sardaigne. Le présent ouvrage apporte, certes, des éléments nouveaux sur une période de l'histoire de l'île et notamment de ses relations avec le monde musulman méditerranéen. Ces relations, bien que non comparables pour la durée et l'intensité à celles que connut la Sicile voisine, ont laissé en Sardaigne maintes traces dont une partie reste probablement à découvrir et à explorer. Mais le principal mérite de l'A. est, à notre avis, d'avoir su insérer son enquête dans un ensemble beaucoup plus vaste, à savoir l'étonnante aventure qui amena des peuples de tradition nomade à devenir une puissance maritime. Neuf siècles séparent l'apparition de la première flotte musulmane équipée sous le règne du calife Mu'āwiya et la mort du navigateur et cartographe ottoman Piri Re'īs. Comment, au cours de ce laps de temps, les musulmans s'assurèrent-ils la maîtrise de l'orientation sur mer, affinant progressivement leur connaissance du Bassin méditerranéen, c'est ce que révèle de façon saisissante la lecture attentive des documents présentés ici.

Les lecteurs de langue italienne pourront, en outre, apprécier le "bello scrivere" de l'A. Quant à la présentation (typographie, mise en pages, reproduction des cartes), elle est tout simplement impeccable. Deux qualités qui méritent d'être soulignées dans un ouvrage qui, par ailleurs, satisfait aux exigences propres à la recherche.

André FERRE

TUNGER-ZANETTI Andreas: *La communication entre Tunis et Istanbul (1860 - 1913): province et métropole*, Paris, L'Harmattan, 1996, 300 p.

Dans cette étude, thèse de doctorat soutenue en 1994 à l'université de Fribourg en Brisgau, l'A. s'attaque à un lieu commun de l'historiographie de la Tunisie et vise à combler une de ses lacunes. On répète en effet avec un certain conformisme que les rapports que Tunis entretient avec Istanbul dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle ne sont plus que pures formalités et que le pouvoir, sous le voile maintenu d'une souveraineté ottomane, a alors acquis en Tunisie son autonomie. Par voie de conséquence, les historiens se sont désintéressés des liens qui pouvaient encore exister entre Tunis et les Ottomans après 1881 et l'instauration du Protectorat français, sinon à l'occasion d'événements politiques retentissants (Première Guerre mondiale, abolition du califat). Or, pour l'A., cette vision des rapports tuniso-ottomans, et ce qui est peut-être une occultation, épousent trop bien les intérêts de la diplomatie française (puis, pourrions-nous ajouter, de la jeune nation tunisienne ?) pour ne pas attirer le soupçon. Comment juger avec recul de l'importance du lien tuniso-ottoman, comment *élargir l'horizon, obtenir une idée de la variété et de l'intensité des relations dans d'autres domaines* (que les rapports officiels) *comme ceux du commerce,*

RECENSIONS

de la religion, de l'éducation et de la vie privée (p. 201) sinon en croisant la documentation déjà connue avec des sources inédites ou méconnues et en l'attaquant avec de nouvelles interrogations ? De fait, l'A. pose des jalons dans ces deux directions. Pour cela, il met à profit de larges compétences linguistiques, l'atout d'un regard extérieur, plus facilement dégagé des a priori tunisien, français ou turc, et un constant souci de précision et de rigueur.

La rare polyvalence de ses connaissances linguistiques lui permet d'embrasser une bibliographie quasiment exhaustive sur le sujet, où les travaux en anglais, allemand et italien complètent la bibliographie en français plus généralement diffusée, et les titres turcs, les références en arabe. Le spectre de ses sources primaires est moins large mais non moins intéressant. T.-Z. utilise des sources imprimées turques et surtout arabes (Bayram al-Khāmīs, Ibn Abī l-Diyāf, Khayr al-Dīn, al-Sanūsī). S'il ignore les fonds turcs, il s'appuie sur les archives du Quai d'Orsay mais aussi, et il est là plus neuf, sur celles de Dar el-Bey (Archives Nationales Tunisiennes) pour la période 1860-1881. Ces dernières lui permettent de se dégager des entraves d'une histoire diplomatique-politique trop étriquée et trop répétitive. Donnons quelques exemples. La correspondance des agents (*wikalā'*) tunisiens dans l'Empire lui permet de retracer les figures de deux rivaux jérbiens actifs à Istanbul entre 1860 et 1880, le lettré et bibliophile (p.195-196) Muhammad al-Muttamī et le commerçant plus "moderne" `Umar Arwāy. Grâce à une série de pétitions, il dresse une liste de commerçants (*tujjār*) et de bonnetiers (dont les Tunisiens demeurent encore les grands spécialistes), vraisemblablement les deux corporations (*asnāf*) tunisiennes d'Istanbul vers 1860. Une série de quittances d'abonnement l'engage à reconstituer une partie du lectorat de la revue de Fāris al-Shidyāq, *al-Jawā'ib*. Or, ces dossiers neufs trouvent leur place dans la large problématique transversale de l'auteur.

T.-Z. nous propose en effet de renouveler les angles d'approche de la question en appliquant à son matériau les questions que posent le sociologue de la communication. Il s'agit, avant de pouvoir analyser les contenus de la communication et de conclure sur la densité ou le relâchement du tissu tuniso-ottoman, de définir les acteurs et les modes de la communication.

Cet effort de renouvellement se traduit en deux parties d'inégale grandeur: l'une de 150 p. (*les communicateurs*), dresse un tableau des acteurs (sources, canaux ou destinataires) de la communication entre Tunis et Istanbul; l'autre, de 20 p. seulement, traite des *processus de la communication - aspects et pistes de recherche*.

La première partie, très informée, nous présente une multitude d'individus et de groupes. Tout en essayant de faire une place aux intermédiaires modestes et aux anonymes, T.-Z. distingue, dans un épais chapitre de 100 p., cinq catégories de communicateurs, selon leurs *fonctions et activités*: les dirigeants, les agents du gouvernement tunisien (mais ne faut-il pas mieux parler d'agents tunisiens dans l'empire?), les émissaires occasionnels, les artisans et commerçants, les hommes de religion et les politiques. Dans ce dernier découpage, auquel T.-Z. reconnaît un certain arbitraire, s'inscrivent douze dossiers classés chronologiquement, qui sont autant de mises au point sur les principales personnalités de l'élite plus ou moins "moderne" du temps: fermiers de l'État (Ibn Ayyād), ministres (Khayr al-Dīn et ses fils, Mustafa Ibn Ismā'il), militaires (Muhammad al-'Arbī Zarrūq, Rustam, le Sfaxien Muhammad al-Sharīf), professeurs à la Zaytūna ou à la Sādiqiyya (les shaykh-s Ismā'il

RECENSIONS

al-Safā'ihī et Sālih al-Sharīf) ou publicistes (qui sont aussi souvent des agents de l'État pourvus d'une solide formation zaytūnienne - nos catégorisations modernes sont inadéquates - comme Ahmad Fāris al-Shidyāq, son fils Salīm et l'équipe d'*al-Jawā'ib*; Bayram V; Muhammad al-Sanūsī; 'Alī Būshūsha, et l'équipe d'*al-Hādīra* (Muhammad al-Qarawī, Sālim Bū Hājib et son fils Khalīl); 'Abd al-Rahmān al-Sanādīlī, fondateur d'*al-Zuhra*; Najīb Malhama (*al-Basīra*); l'équipe du *Tunisien* ('Abd al-'Azīz al-Tha'ālibī, 'Alī Bāsh Hānba); Muhammad Būrqība; Muhammad al-Ja'ā'ibī; Muhammad Nu'mān; Hasan Gallātī, etc. Ces dossiers reposent toujours sur un solide appareil de notes (elles totalisent à elles seules 55p.). Ils font le point des connaissances sur les différents acteurs, les complètent parfois d'éléments inédits, corrigent des erreurs presque canoniques (notamment celles qui ont été diffusées par l'index biographique de Ganiage (1959), trop souvent recopié sans recoupements - on apprend par exemple que Mustafā Ibn Ismā'il ne meurt pas en 1887, ni misérablement) et donnent ainsi la meilleure des bases de travail pour qui veut pousser plus loin l'enquête. À ce chapitre analytique l'ont suite cinquante pages qui, cherchant à reconstituer les *groupes et réseaux*, se veulent plus synthétiques. Mais, parce qu'il travaille sur un espace-temps où l'essentiel de la communication est primaire (privée, personnelle), ou quasiment (discours non enregistrés, discussions et conversations des cercles et des salons), et où même les imprimés ne sont pas vraiment les vecteurs d'une communication de masse (comme T.-Z. le démontre pour *al-Jawā'ib*), l'auteur ne peut dépasser un niveau intermédiaire entre les fiches biographiques et le tableau d'ensemble. A cette échelle, T.-Z. tire différentes conclusions. Il constate d'une part que les rapports qui lient les modernistes tunisiens entre 1835 et 1905 (il retient pour sa démonstration Qābādū, Khayr al-Dīn, Husayn, Rustam, Sālim Bū Hājib, son fils Khalīl, époux de la princesse Nāzli, Bayram V et al-Sanūsī) sont d'une grande densité interne et que par conséquent aucun d'entre eux ne monopolise la communication avec Istanbul (personnifiée par Midhat Pacha, Muhammad Zāfir, Mustafā Fādīl, al-Afghānī, Ibrahim al-Muwaylihī et 'Abduh). Il distingue d'autre part deux axes politiques rivaux: l'un s'organise autour de Khayr al-Dīn, soutenu à Istanbul par Zāhir, l'autre, plus circonstanciel et moins consistant, a pour centre Ibn Ismā'il et Abū l-Hudā. Or, ces conclusions ne sont pas entièrement satisfaisantes. Ce qui transparait du matériau réuni par T.-Z. semble en effet plus complexe, comme il le reconnaît lui-même (*les limites de la grille des alliances - le grand réseau*, p. 173). Ainsi le "conservateur" Abū l-Hudā fait publier un ouvrage sous les presses d'*al-Jawā'ib*. De même, le fossé qui sépare Khayr al-Dīn de son adversaire absolu (p. 203) Ibn Ismā'il n'est pas si net. Plusieurs acteurs (Muhammad Arwāy, Wasfī Efendi) ont eu l'occasion d'être en rapport avec les deux hommes et nombreux sont ceux qui, à la mort de Khayr al-Dīn, se rapprochent de son concurrent. T.-Z. n'est-il donc pas à son tour sous l'influence de l'historiographie dominante quand il minimise l'importance du *cercle imaginaire autour de Ibn Ismā'il* (p. 166) pour mieux affirmer la cohérence interne des "modernistes"? C'est peut-être de ne pas avoir fait sauter ce verrou historiographique (pour avoir choisi pour centre de son travail Tunis, et non Istanbul?) qui a empêché T.-Z. de parvenir à des conclusions véritablement synthétiques, des explications plus globales.

La seconde partie est très prometteuse et novatrice dans ses objets. Elle aborde les codes (langues, symboles) et les formes de la communication, qu'elle soit directe

RECENSIONS

(la conversation, la sociabilité des pèlerins, les rumeurs) ou médiatisée (les moyens de transport, les itinéraires et les moyens de communication). Vu l'ampleur des questions soulevées, il ne s'agit pour T.-Z. que d'indiquer des pistes, et de nous donner quelques informations. Certaines semblent indiquer des conditions difficiles pour une bonne communication. Il n'y a ainsi pas de moyens modernes pour joindre directement Tunis et Constantinople: pour le vapeur, il faut emprunter deux lignes et faire escale à Tripoli, Malte, Naples ou en Sicile, tandis que Français et Britanniques peuvent contrôler les correspondances du courrier et du télégraphe, Bône, Marseille ou Malte. Mais les hommes politiques que nous a présentés T.-Z. ne se rencontrent-ils pas autant à Londres, Paris, ou Livourne qu'à Tunis et Istanbul? La langue turque est d'autre part très peu connue à Tunis. Mais y a-t-il vraiment là un obstacle à la communication? Le français et l'italien qui y sont répandus sont des langues qui ont aussi le vent en poupe à Istanbul. En poussant à l'extrême, les principaux acteurs de la communication, engagés dans le processus de modernisation d'un Empire qui s'efforce de tenir son rang dans le concert des nations civilisées (c'est-à-dire alors européennes) se retrouvent en Europe et s'expriment en français ou en italien tout autant qu'en arabe et plus qu'en turc, du moins jusqu'à un tournant qu'on peut placer autour de 1880. Puis l'empire s'islamise, se nationalise et se turquifie, tant et si bien qu'à la veille de 1914, un al-Tāhir Khayr al-Dīn fait figure anachronique, avant de finir par se caler dans le cadre franco-tunisien.

Si les bornes chronologiques choisies par T.-Z. sont intéressantes, c'est bien par le basculement qui s'y produit. Or, la présentation, peut-être du fait d'une problématique issue de la sociologie, a tendance à la gommer. Cela engage, plus qu'à une lecture suivie, à un parcours buissonnier à travers l'index, les notes, leurs renvois, ce qui dispensera beaucoup d'instructives surprises (par exemple, en 1875 encore, un Khayr al-Dīn fait importer discrètement d'Istanbul deux femmes esclaves et deux eunuques).

Mais, à un niveau plus profond, le travail de T.-Z. nous amène aussi à remettre en cause les effets de clair-obscur dont ont joué les historiens de la Tunisie des années 1860-1880 en plaçant Khayr al-Dīn et ses "amis modernistes" dans un cercle de lumière et en plongeant dans un exécrable oubli les figures noires d'un Mustafā Khaznadār (qui donna pourtant une de ses filles à Khayr al-Dīn), d'un Ibn Ayyād, ou d'un Ibn Ismā'il. Cette présentation nourrie essentiellement de sources françaises et adaptée aux modèles et aux idéaux de la troisième République ne peut nous faire comprendre la logique de ces hommes et de leurs actes. Pour prendre des titres de comparaison français (et cela nous permet de mesurer le décalage du renouvellement historiographique), on aimerait pouvoir un jour comparer la fortune de Khayr al-Dīn à celle d'un Richelieu, les fermiers de l'État, les banquiers et les financiers de la France moderne à ceux de la Tunisie beylicale, ou comprendre le sens d'un procès Ibn Ayyād par rapport à celui d'un Nicolas Fouquet. N'est-ce pas alors encore "normal" de ne pas distinguer argent de l'État et fortune privée quand on est principal ministre? Les factions, les axes se définissent-ils vraiment par des conceptions politiques ou politico-religieuses divergeantes ou habillons-nous abusivement d'idéologie, à la suite des observateurs étrangers de l'époque, ce qui se fonde autrement? On peut attendre de travaux comparatifs avec le reste du monde ottoman qu'ils apportent des éléments de réponse.

RECENSIONS

Puisse donc cette étude inciter les ottomanistes à porter une attention nouvelle aux provinces du Maghreb. Puisse l'hypothèse qu'avait déjà posée R. Mantran il y a trente ans à partir d'un dossier exemplaire ("La titulature des beys de Tunis au XIXème siècle d'après les documents turcs du Dar el-Bey", *Cahiers de Tunisie*, 1957), ne pas tomber cette fois aux oubliettes. Puisse cette thèse qui traverse les frontières modernes par son sujet comme par ses conditions de production (rédigée en français, dans une université allemande, par un Suisse, à partir d'archives consultées à Tunis) être bien diffusée et, discutée, confirmée, contestée, complétée, devenir à son tour enjeu de communication.

Alain MESSAOUDI